

Manon Rescan



Les grandes **ILLUSIONS**

Enquête sur les soldats de la macronie



Robert Laffont

MANON RESCAN

LES GRANDES ILLUSIONS

Enquête sur les soldats de la macronie



Robert
Laffont

Ouvrage édité par Jean-Luc Barré

© Éditions Robert Laffont, S.A.S., Paris, 2019
En couverture : © Sylvain Lefèvre / Getty image / AFP photos
ISBN numérique : 9782221222157

Les cost-killers

Malgré tout, c'est bien toujours à l'entreprise que certains continuent de se référer. Le 5 novembre 2017, les lecteurs du *Journal du dimanche* découvrent un nouveau visage de ce nouveau monde. L'hebdomadaire dominical fait sa une sur le « plan d'économie secret des députés ». Une cure d'austérité détaillée sur trois pages, qui prend le visage d'un trentenaire, barbe et cheveux poivre et sel savamment travaillés : Florian Bachelier, trente-huit ans, député LRM d'Ille-et-Vilaine. Sa fonction : questeur de l'Assemblée un poste à la discrétion soigneusement entretenue par ceux qui l'ont jusque-là occupé. Son rôle : gérer les finances de l'institution. Une fonction restée dans l'ombre pour une bonne raison : « C'était davantage un bâton de maréchal pour service rendu à la maison qu'un poste de gestion pure », résume l'avocat. Pour un groupe politique, un questeur est avant tout l'assurance d'avoir accès à un salon de réception, avec personnel pour faire le service et budget traiteur. La gestion des dépenses était, jusque-là, bien plus déléguée au personnel de l'Assemblée. Ce dimanche, dans le *JDD*, Florian Bachelier décide

Les cost-killers

cependant d'en faire le tremplin de son ambition politique. Cet avocat d'affaires rennais a milité au Parti socialiste d'Ille-et-Vilaine sans parvenir à y percer, avant de mener tambour battant la campagne pour En marche dans le département breton. Élu député puis questeur de la majorité, il veut aussi en être le *cost-killer*, pour le meilleur et pour le pire.

« Il s'est tout de suite comporté comme un DG (directeur général) », raconte un familier de la questure. Bachelier est déterminé à passer au crible chaque dépense de l'institution pour y faire des économies. Et apparaître comme celui qui aura diminué son budget au nom des efforts de l'État pour réduire son train de vie. « Dépenser moins pour dépenser mieux, au-delà d'une philosophie, c'est notre méthode », prévient-il dans le *JDD*. Le député veut en faire sa marque de fabrique et orchestre une véritable campagne de communication. Le Rennais a mis des moyens pour se faire connaître. Le 8 novembre, quelques jours après la parution de l'article dominical, les journalistes reçoivent un dossier de presse de dix-huit pages en l'honneur du député. L'élu y est vendu comme un top model, posant sur huit photos pleine page, signant des documents ici, discutant là dans un couloir, ou encore en gros plan, les mains en prière sur le visage, comme un chanteur pour midinettes. En quelques minutes le document circule sur les réseaux sociaux et dans les rédactions. Effet Streisand garanti : le questeur marketing est ridiculisé et le dossier de presse rapidement mis hors ligne. « Je n'en aurais jamais validé la vacuité de fond », assure Florian Bachelier qui dit ne pas avoir donné son aval à cette parution. En deuxième page figure en effet la trace du cabinet de conseil à qui il a délégué la tâche de le

« vendre » à la presse : MCBG Conseil, agence « spécialisée dans le conseil en communication personnelle et en stratégie d'influence des dirigeants », précise son site Internet.

À la page 14 de feu la plaquette publicitaire, Florian Bachelier est présenté comme le « monsieur économies » de l'Assemblée. « Un de ses grands chantiers pour l'avenir est de traquer toutes les économies réalisables », est-il écrit. La réalité est pourtant moins à son avantage. Car cet homme pressé a une petite tendance à vendre la peau de l'ours avant qu'il ne soit tué. Quand, dans le JDD, il annonce un plan d'économies de 56 millions d'euros sur cinq ans... en réalité celui-ci n'a pas été formellement validé. Les décisions en matière de finances de l'institution doivent être collégiales, et donc consensuelles parmi les questeurs. Ses propositions ne le sont pas. Comme lorsqu'il veut récupérer un hôtel particulier acquis par l'Assemblée auprès de l'État en 2016, afin d'en récupérer les 63 millions d'euros déboursés à l'achat et en économiser les frais de rénovation. Certains, dont François de Rugy, ont d'autres ambitions pour ce bâtiment. Cette tendance du questeur à ramener la couverture à lui irrite au plus haut point le président de l'Assemblée qui lui dispute la place de premier réformateur du Palais-Bourbon. À chaque fois, les initiatives solitaires de Florian Bachelier font l'objet de rappels à l'ordre au sein du bureau de l'Assemblée et plusieurs de ses propositions soumises au vote sont repoussées... à l'unanimité moins une voix, la sienne. En outre, à la rentrée 2018, non seulement les dépenses de l'institution n'ont pas diminué, mais pour la première fois les questeurs sont obligés de puiser 47 millions d'euros dans ses réserves

financières pour boucler le budget 2019. La faute à de nouvelles dépenses engagées, comme l'augmentation de l'enveloppe permettant de rémunérer les collaborateurs parlementaires. On est loin des promesses du *cost-killer*. Le questeur breton revendique une stratégie « pluriannuelle » dont les effets ne sont pas perceptibles immédiatement, mais qui s'étalera sur les cinq ans de mandat. Le bilan, argue-t-il, ne pourra être fait qu'à ce moment-là. Les annonces au JDD n'étaient qu'un « prévisionnel », assure-t-il. Un choix payant médiatiquement : il souligne lui-même avoir eu un sujet dans le JT de TF1 le soir même et avoir « fait Elkabbach le lendemain matin » sur Europe 1. Une mise en lumière qu'il revendique. « Il s'agit juste de rappeler pourquoi nous sommes là, m'explique-t-il. On a été élus parce que les Français veulent des politiques plus efficaces. La transformation de l'Assemblée permet d'envoyer des signaux en termes d'exemplarité. » Quitte à préférer les effets d'annonce aux résultats.

De l'entreprise, Florian Bachelier semble n'avoir pas seulement importé le souci de bonne gestion. À la questure, ses méthodes de management sont également très contestées. Sa tendance à passer au peigne fin toutes les dépenses bouscule l'institution. « Est-ce que le niveau d'exigence a augmenté ? Oui », reconnaît le questeur. Ceux qui fréquentent ces murs évoquent un « climat de pression ». « Il exerce des demandes à tout bout de champ, les fonctionnaires sont harcelés de demandes », décrit un observateur. « Il brutalise les services de l'Assemblée dans sa manière de conduire le changement », assure un membre du bureau de l'institution. « La questure est au bout du rouleau », note un autre familier. Dans ces bureaux à l'ambiance feutrée, un

fonctionnaire zélé, en fin de carrière, en vient à fondre en larmes sous la pression exercée par le député. « On ne s'en est jamais plaint auprès de moi », m'assure le questeur sans s'émouvoir de ces accusations.

En quelques mois, l'élu breton devient l'incarnation du choc des cultures et du fossé qui se creuse peu à peu entre la fonction publique parlementaire et les nouveaux députés, sur fond d'ambitions réformatrices. Le 21 janvier 2018, un reportage de M6 envenime encore davantage leurs relations. Le magazine *Capital* enquête – c'est un sujet vendeur – sur le train de vie de l'État. À la quarantième minute du reportage, sur fond de musique angoissante, la voix off prépare son effet sensationnaliste. « La plus grande surprise de notre enquête, nous l'avons faite dans les allées de l'Assemblée, commence-t-elle en enchaînant les images de l'institution. Nous avons découvert qu'il reste énormément de privilégiés dont on ne parle jamais, des employés très discrets, plus nombreux que les députés et, incroyable, encore mieux lotis : les fonctionnaires du Palais-Bourbon. » Le reportage décrit des fonctionnaires qui sont chargés de l'accueil du public, des huissiers en « nœud papillon et une chaîne, vieux souvenir de la monarchie », dont le travail est de « transmettre des messages » dans l'hémicycle. Des individus « muets » qui refusent de parler à la presse, mais dont les places sont « réputées vraiment bonnes ». Le clou de la démonstration est la révélation d'un document réputé introuvable : la grille des salaires des fonctionnaires, qui dévoile des rémunérations « déconnectées de la réalité du marché ». Un agent de base commence à 3 780 euros net en début de carrière. Le mieux payé, le

secrétaire général de l'Assemblée, assume, face caméra, sa rémunération mensuelle de : 17 300 euros par mois. Soit « 4 600 euros de plus que le président de la République », précise la voix off. Le journaliste affirme qu'après s'être procuré un document partiel, il s'est vu transmettre par Florian Bachelier lui-même la grille des salaires complète. Le lendemain matin, France Inter diffuse un autre document qui révèle le train de vie des fonctionnaires du Palais-Bourbon. « On y apprend notamment que le secrétaire général de l'Assemblée nationale, rémunéré à hauteur de 18 000 euros net par mois, dispose d'un logement de cent quatre-vingt-deux mètres carrés ainsi que d'un majordome, qui, lui, occupe un appartement de quarante-neuf mètres carrés », affirme le journaliste. « Encore plus surprenant : le chef du département génie climatique, rémunéré 7 750 euros par mois, tout comme celui du département électrique, qui occupent eux aussi des appartements de l'Assemblée. Respectivement cent soixante-sept et cent sept mètres carrés. Au total, ce sont près de mille sept cents mètres carrés qui sont mis à la disposition des fonctionnaires sans que ces derniers aient à déboursier de loyer. » « Le fameux document a été transmis à François de Rugy par le premier questeur Florian Bachelier, fer de lance du combat pour l'exemplarité à l'Assemblée », dit France Inter qui ajoute : « Un document gardé secrètement par le président de l'Assemblée nationale. »

En quelques heures, les mille cent cinquante fonctionnaires de l'Assemblée se sentent pris pour cible et la défiance s'installe à l'égard des députés de la majorité. Florian Bachelier n'est pas le seul dans leur collimateur, François de Rugy, qui prépare une réforme de la fonction

publique parlementaire, s'attire aussi la méfiance des fonctionnaires. « En effet ce ne sont pas les élus qui sont les mieux payés à l'Assemblée nationale. Il y a eu, comme dans d'autres administrations, sans doute une dérive entre le traitement de base et les primes », a dit le président de l'Assemblée dans le reportage de M6, se disant prêt à modifier cette situation. Entre l'écologiste et les fonctionnaires, la rupture est proche.

Le climat se dégrade à mesure que les articles se multiplient dans la presse. À chaque fois, ils sont nourris de documents venus de l'Assemblée dont tous les salariés sont convaincus qu'ils sont transmis par des députés. Le 9 juin, *Le Parisien* publie notamment une double page sur le « train de vie de l'Assemblée nationale » avec une petite infographie qui fait bondir les fonctionnaires : elle détaille la rémunération des cinq plus gros salaires des administrateurs. Quelques semaines plus tard, le même quotidien se fait l'écho du régime des retraites « très spéciales » de ces mêmes fonctionnaires qui se sentent visés.

« Ils nous méprisent », me glisse un jour d'été l'une de ces fonctionnaires pourtant discrète, comme ses collègues. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, les langues se délient. « Certains se sont sentis humiliés, me raconte une autre. Ce type d'attaques, ce n'est pas nouveau, mais il y a une différence d'intensité. » Surtout, l'offensive tombe mal : en cette première année de mandat, l'Assemblée tourne à plein régime. Et quand l'institution tourne, ces fonctionnaires si bien payés travaillent aussi d'arrache-pied, jour et nuit, l'une des raisons de leurs dodus traitements. Trois fois au cours du printemps, les députés ont siégé un week-end complet, après des semaines complètes elles aussi, les

soirées ne se terminant jamais avant une heure du matin. L'été précédent, ils ont comme les députés repoussé leur départ en vacances pour permettre l'adoption de plusieurs projets de loi. Après avoir dû, au débotté, organiser la tenue du congrès à Versailles, convoqué à la dernière minute par Emmanuel Macron le 3 juillet. À l'Assemblée, les projets de loi se sont multipliés au cours de la première année. À chaque fois, ce sont des administrateurs, des experts juridiques et de la législation, jamais mentionnés dans l'enquête de M6, qui sont à la manœuvre pour s'assurer de la bonne fabrique de la loi avec les députés. La plupart de ces derniers se félicitent d'ailleurs souvent de cette administration « ultra-dévouée et ultra-compétente ». Mais, entre eux, la mayonnaise ne prend pas.

Les fonctionnaires ont aussi vécu de plein fouet la confrontation avec cette nouvelle génération de députés. Des élus pressés, pour une part venus du privé, pas ancrés dans la culture de l'institution telle que l'avaient fait vivre leurs prédécesseurs, et qui aimeraient dépoussiérer ces murs historiques. « Tout le protocole, la bien-séance, si on veut devenir hors sol il n'y a pas mieux, me lance un jour la députée LRM de l'Hérault Coralie Dubost. Est-ce que la France a encore besoin au XXI^e siècle de symboles qui ressemblent à des symboles monarchiques ? Dans d'autres pays, ça se passe différemment. On est dans un monde où on parle de l'entreprise agile, horizontale, où l'on abolit les hiérarchies, mais à l'Assemblée on reste dans un monde où il y a des protocoles. » Jeunes députés et fonctionnaires se regardent de travers. « Il y a un choc de deux cultures, de deux générations, explique une autre élue LRM. Ils n'ont peut-être pas le même respect vis-à-vis des jeunes

publique parlementaire, s'attire aussi la méfiance des fonctionnaires. « En effet ce ne sont pas les élus qui sont les mieux payés à l'Assemblée nationale. Il y a eu, comme dans d'autres administrations, sans doute une dérive entre le traitement de base et les primes », a dit le président de l'Assemblée dans le reportage de M6, se disant prêt à modifier cette situation. Entre l'écologiste et les fonctionnaires, la rupture est proche.

Le climat se dégrade à mesure que les articles se multiplient dans la presse. À chaque fois, ils sont nourris de documents venus de l'Assemblée dont tous les salariés sont convaincus qu'ils sont transmis par des députés. Le 9 juin, *Le Parisien* publie notamment une double page sur le « train de vie de l'Assemblée nationale » avec une petite infographie qui fait bondir les fonctionnaires : elle détaille la rémunération des cinq plus gros salaires des administrateurs. Quelques semaines plus tard, le même quotidien se fait l'écho du régime des retraites « très spéciales » de ces mêmes fonctionnaires qui se sentent visés.

« Ils nous méprisent », me glisse un jour d'été l'une de ces fonctionnaires pourtant discrète, comme ses collègues. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, les langues se délient. « Certains se sont sentis humiliés, me raconte une autre. Ce type d'attaques, ce n'est pas nouveau, mais il y a une différence d'intensité. » Surtout, l'offensive tombe mal : en cette première année de mandat, l'Assemblée tourne à plein régime. Et quand l'institution tourne, ces fonctionnaires si bien payés travaillent aussi d'arrache-pied, jour et nuit, l'une des raisons de leurs dodus traitements. Trois fois au cours du printemps, les députés ont siégé un week-end complet, après des semaines complètes elles aussi, les

soirées ne se terminant jamais avant une heure du matin. L'été précédent, ils ont comme les députés repoussé leur départ en vacances pour permettre l'adoption de plusieurs projets de loi. Après avoir dû, au débotté, organiser la tenue du congrès à Versailles, convoqué à la dernière minute par Emmanuel Macron le 3 juillet. À l'Assemblée, les projets de loi se sont multipliés au cours de la première année. À chaque fois, ce sont des administrateurs, des experts juridiques et de la légistique, jamais mentionnés dans l'enquête de M6, qui sont à la manœuvre pour s'assurer de la bonne fabrique de la loi avec les députés. La plupart de ces derniers se félicitent d'ailleurs souvent de cette administration « ultra-dévouée et ultra-compétente ». Mais, entre eux, la mayonnaise ne prend pas.

Les fonctionnaires ont aussi vécu de plein fouet la confrontation avec cette nouvelle génération de députés. Des élus pressés, pour une part venus du privé, pas ancrés dans la culture de l'institution telle que l'avaient fait vivre leurs prédécesseurs, et qui aimeraient dépoussiérer ces murs historiques. « Tout le protocole, la bienséance, si on veut devenir hors sol il n'y a pas mieux, me lance un jour la députée LRM de l'Hérault Coralie Dubost. Est-ce que la France a encore besoin au XXI^e siècle de symboles qui ressemblent à des symboles monarchiques ? Dans d'autres pays, ça se passe différemment. On est dans un monde où on parle de l'entreprise agile, horizontale, où l'on abolit les hiérarchies, mais à l'Assemblée on reste dans un monde où il y a des protocoles. » Jeunes députés et fonctionnaires se regardent de travers. « Il y a un choc de deux cultures, de deux générations, explique une autre élue LRM. Ils n'ont peut-être pas le même respect vis-à-vis des jeunes